



EXAMEN DE FIN D'ÉTUDES SECONDAIRES CLASSIQUES Sessions 2022

DISCIPLINE	SECTION	ÉPREUVE ÉCRITE	
Economie et finances	CI	Date de l'épreuve :	23.09.22
		Durée de l'épreuve :	08:15 - 10:55
		Numéro du candidat :	

		Numéro du candidat	
Partie obligatoire			
Question	Nb de points	Sujet	Obligatoire
1	16	Les aspects juridiques de la création d'entreprise	X
2	14	Marketing	X
3	15	Les bases de la comptabilité	X
Partie au choix			
Choisissez 1 partie parmi les 2 parties suivantes et indiquez votre choix avec un x.			
Question	Nb de points	Sujet	Choix du candidat
4	15	Conjoncture et cycles économiques : Exercice	
5	15	Conjoncture et cycles économiques : Théorie	

Partie 1 : Aspects juridiques de la création d'entreprise (16 points)

Patrick Libert, Claudio Alunni et Serge Theis se sont associés en 2005 pour fonder la boulangerie « Le bon petit pain Sàrl ». Les trois partenaires détiennent chacun un tiers du capital social.

Suite à des problèmes de santé récurrents, M. Theis se sent de moins en moins apte à assurer sa part dans la gestion de l'entreprise commune.

En février 2018, il transmet ses parts à sa fille Mélinda; celle-ci a obtenu son brevet de maîtrise de boulanger-pâtissier (métier de la liste A) en septembre 2016.

- 1) Quelles conditions ont dû être respectées dans ce cas particulier pour que la transmission des parts soit valide ? (2p.)

Mais rapidement, Mélinda se voit opposée aux deux autres associés qui acceptent mal ses vues quant au développement futur de la boulangerie « Le bon petit pain Sàrl ».

Pour mettre une fin aux disputes incessantes, Mélinda cède, avec l'accord de M. Alunni, ses parts à Patrick Libert au début de l'année 2020.

- 2) M. Claudio Alunni aurait-il pu s'opposer à la transmission de parts entre Mélinda Theis et Patrick Libert ? (1p.)

Ayant pris goût à l'entrepreneuriat, Mélinda Theis envisage de s'installer à son propre compte en ouvrant sa propre boulangerie. Suite aux mauvaises expériences qu'elle vient de passer, elle hésite entre la création d'une entreprise individuelle ou l'association avec une ou plusieurs autres personnes.

- 3) Présentez deux désavantages de l'entreprise individuelle. (2p.)
-

En fin de compte, Mélinda Theis décide de s'associer avec son fiancé, Bruno Rodriguez pour l'ouverture d'une boulangerie à Schijflange. M. Rodriguez est détenteur d'un DAP de boucher-charcutier et a assuré au cours des 8 dernières années la gestion d'une filiale de la chaîne de boucheries « Kinsch SARL ».

- 4) Les deux associés disposent-ils des qualifications professionnelles requises pour devenir détenteur de l'autorisation d'établissement? Justifiez votre réponse. (3p.)
-

Mélinda Theis décide d'investir 20.000 € dans le capital social de la nouvelle société, l'apport de Bruno Rodriguez se chiffre à 15.000 €. Comme le montant ainsi recueilli s'avère être insuffisant à l'acquisition du matériel technique nécessaire, M. Rodriguez envoie une demande de crédit à plusieurs banques.

La Banque Retail&Invest accepte de financer les investissements nécessaires à hauteur de 50.000 € mais exige en contrepartie que M. Rodriguez consente à une hypothèque sur son appartement privé. Comme le financement de leur projet semble désormais assuré, Mme Theis et M. Rodriguez passent l'acte notarié par lequel naît la nouvelle personne morale « Papilles SARL ».

- 5) Présentez trois conséquences juridiques importantes apparues suite à la création de la nouvelle personnalité juridique. (3p.)
-

- 6) La création d'une SARL permet-elle à Mélinda Theis et Bruno Rodriguez de limiter leur responsabilité à leurs apports ? Justifiez votre réponse. (2p.)
-

Deux ans après la création de leur société « Papilles SARL », Mélinda Theis et Bruno Rodriguez se marient.

- 7) Présentez les différents régimes matrimoniaux et précisez, pour chaque régime, dans le cas de l'héritage d'un appartement à Belval par Bruno Rodriguez, si ce bien reste un bien propre ou bien devient un bien commun ! (3p.)
-

Partie 2 : Marketing**(14 points)**Document 1 : La société toulousaine Kippit séduit avec ses bouilloires made in France et durables

Lancée en 2015, l'entreprise toulousaine Kippit a réussi, malgré des difficultés d'approvisionnement, à créer et produire sa bouilloire locale et durable. Multifonction, le produit est en inox et ses pièces sont démontables et réparables. Près de 2 000 Jaren ont déjà été commandées.

Après plusieurs années de R&D, la start-up toulousaine Kippit commence à livrer ses premières bouilloires durables, locales et réparables. C'est l'aboutissement de ce projet né en 2015 pour proposer de l'électroménager fabriqué en France et multifonction. Après une campagne de financement participatif qui a rassemblé 245 000 euros (au lieu des 10 000 visés), le premier produit de Kippit, appelé Jaren, permet de faire chauffer de l'eau mais aussi de cuire à la vapeur, de faire chauffe-biberon ou de cuire des pâtes, du riz...

« La bouilloire a cinq ans de garantie constructeur, est réparable et comporte une carte électronique avec un nombre de cycles très élevé », détaille Kareen Maya Levy, qui a fondé Kippit avec Jacques Ravinet, après avoir constaté que son lave-linge peu usagé était irréparable. « Le projet a pris du retard car nous avons connu de gros problèmes d'approvisionnement à la suite de la crise sanitaire et qu'il a été difficile de trouver en France un savoir-faire qui s'était perdu, poursuit-elle. Il a fallu créer le produit, s'approvisionner en inox à Grenoble, réussir son étanchéité et le rendre démontable en cas de réparation. »

Sandra, une Toulousaine de 48 ans habitant dans le quartier des Minimes, a reçu sa bouilloire, livrée par la fondatrice en personne. Cela faisait un an que cette salariée dans l'automobile, lassée de l'obsolescence programmée et sensible à la cause environnementale, attendait sa Jaren. « Elle est belle et surtout pratique pour plein d'usages et je sais qu'en cas de panne, je ne devrai pas en acheter une nouvelle, s'enthousiasme cette quarantenaire. C'est une initiative audacieuse de produire en France et cela répond à un besoin environnemental. C'est fait avec du matériel durable, pas du plastique. Le réparable, c'est mieux : je viens de renvoyer un aspirateur que j'avais acheté il y a deux mois ! »

Près de 2 000 Jaren ont été précommandées par les Kippeurs, ceux qui soutiennent cette entreprise toulousaine. La bouilloire coûte 245 euros. Les fondateurs de Kippit ont déjà réfléchi à leur deuxième produit durable qui sera un grille-pain, puis il y aura un lave-linge. Ils ont déjà prévu la construction d'une unité de production de leur lave-linge à Prat-Bonrepoux (Ariège), toujours sur le territoire occitan.

Source : *leparisien.fr*, par Julie Rimbart, 8 février 2022

Lisez attentivement le document ci-dessus et répondez aux questions suivantes en vous basant sur le vocabulaire économique et les concepts théoriques vus dans le cours :

- 1) Présentez les deux caractéristiques de l'analyse interne ou externe de la société Kippit. Pour chaque caractéristique indiquez au moins un exemple. (2p.)

.....

- 2) Expliquez précisément les raisons menant la cliente Sandra à acquérir une bouilloire Jaren ? (2p.)

.....

- 3) Définissez la segmentation par les deux approches avec pour chaque approche deux exemples et analysez-la en corrélation avec la société Kippit. (4p.)

.....

- 4) A qui sont essentiellement destinés les produits de la société Kippit ? Quel type de marketing est mis en place par Kippit ? (3p.)

.....

- 5) Après avoir présenté les critères d'un bon positionnement, la société Kippit les satisfait-elle ? Justifiez. (3p.)

.....

Partie 3 : Les bases de la comptabilité**(14 points)**

Le commerçant Jean Weber qui exploite un magasin de vêtements à Esch a décidé de s'associer avec deux autres personnes afin de pouvoir moderniser son magasin et diversifier ses activités en offrant aussi des vêtements professionnels. Voici les apports que les trois associés réalisent le 1^{er} janvier N lors de la création de la nouvelle société « VêtPro Sàrl »:

Monsieur Weber apporte le commerce qu'il exploitait et dont les valeurs actives et passives ont été évaluées par un expert comme suit:

• Ordinateurs et divers équipements informatiques	10.200 €
• Mobilier	25.200 €
• Stock de marchandises en magasin	45.900 €
• Avoir en CCP	14.378 €
• Espèces en caisse	322 €
• Factures à payer aux fournisseurs	12.300 €
• Dette envers la banque Caisse Rurale Raiffeisen (durée du prêt: 5 ans)	53.700 €

Les deux autres associés apportent des fonds déposés sur un compte CCP : 30.000 € chacun.

Au cours du premier mois, les opérations ci-dessous sont effectuées :

1. Achat à crédit de marchandises pour 15 250 €
2. Prélèvement de 9 500 € du compte bancaire pour alimenter la caisse
3. Achat au comptant contre espèces de carburants : 128 €
4. Ventes de marchandises à crédit pour 21 728 €
5. Paiement par virement bancaire d'une facture d'électricité pour 700 €
6. Paiement par virement bancaire du loyer : 1 650 €
7. Une partie de la vente à crédit est réglée par virement bancaire pour un montant de 9 000 €
8. Règlement par virement bancaire d'une fraction de l'achat à crédit pour un montant de 3.000 €

Partie 4 : Conjoncture et cycles économiques : Exercice (15 points)

Soit une économie fermée avec intervention de l'Etat, supposons une propension marginale à consommer $c = 0,8$; un taux d'imposition $t = 0,25$; un investissement autonome $I_0 = 280$; une dépense publique $G_0 = 440$ et une consommation autonome $C_0 = 80$.

- 1) Donnez l'expression et la valeur du multiplicateur keynésien k . (2p.)

.....

- 2) Déterminez la valeur du revenu national d'équilibre Y_E . (3p.)

.....

- 3) Déterminez et commentez le solde budgétaire. (2p.)

.....

- 4) Supposons que le revenu national de plein-emploi Y_{PE} soit de 2 400.
Calculez la variation des dépenses publiques nécessaire pour atteindre Y_{PE} . (2p.)

.....

- 5) Indiquez la politique budgétaire appropriée pour atteindre ce revenu national. (1p.)

.....

- 6) Expliquez l'effet que cette variation des dépenses publiques aura sur le solde budgétaire ? (2p.)

.....

Partie 5 : Conjoncture et cycles économiques : Théorie (15 points)

1) Expliquez le terme économique de « politique anticyclique ». (2p.)

.....

2) Dans un contexte de haute conjoncture, définissez la politique budgétaire à mettre en place par l'Etat. (3p.)

.....

3) Après avoir présenté en détail les missions et objectifs d'une banque centrale, indiquez toutes les missions fondamentales de la Banque centrale européenne. (5p.)

.....

4) En cas de risque d'inflation avéré, détaillez la politique monétaire à mettre en place par la banque centrale. (5p.)

.....

Annexe 1 : Informations à disposition des élèves**1. La SARL**

Constitution	<ul style="list-style-type: none"> • Acte notarié, publiable intégralement au Mémorial C des sociétés et associations. • Inscription au Registre de commerce et des sociétés.
Capital	<ul style="list-style-type: none"> • Minimum de 12.000€ entièrement souscrit et libérable au moment de la constitution de la société. • Apports en espèces, en nature ou en industrie (*). • Au minimum 2, au maximum 100 associés. • Parts sociales. • Cession des parts réglementée par la loi. • Responsabilité des associés limitée au montant des apports.
Gestion	<ul style="list-style-type: none"> • Gérant unique ou plusieurs gérants nommés par les statuts ou par l'assemblée générale des associés. Le gérant n'a pas besoin d'être associé. • Les gérants ne peuvent être révoqués que pour des causes légitimes. • Le gérant est considéré comme mandataire de la société, il peut donc agir au nom de la société. • La société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer.
Assemblées générales (A.G.)	<ul style="list-style-type: none"> • C'est l'organe de décision de la société, chargé d'impulser la politique sociale, de prendre les décisions sur l'augmentation ou la diminution du capital social, la nomination ou la révocation des gérants, d'approuver les comptes annuels, etc.
Contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Dans les SARL de 60 associés ou moins : ni commissaire aux comptes, ni réviseur. • Dans les SARL de plus de 60 associés : surveillance obligatoire par un ou plusieurs commissaires, associés ou non. • Dans toute SARL qui, à la date de clôture du bilan, dépasse les limites chiffrées de deux des trois critères indiqués ci-dessous pendant deux exercices consécutifs: <ul style="list-style-type: none"> ○ somme du bilan : 4.400.000€ ; ○ chiffre d'affaires net : 8.800.000€ ; ○ personnel : 50 salariés, la surveillance doit obligatoirement être assurée par un réviseur d'entreprises

2. La SA

Capital	<ul style="list-style-type: none"> • Minimum fixé à 30.000 € entièrement souscrit et libéré à concurrence d'un quart au moins. • Apports en espèces ou en nature. En cas de libération en nature : certification par un réviseur d'entreprises. • Les actionnaires (deux au moins, personnes physiques ou morales) sont responsables dans les limites du montant de leur participation au capital social. • Actions nominatives ou au porteur. • Actions au porteur librement cessibles et transmissibles.
Gestion	<ul style="list-style-type: none"> • Les créateurs d'une société anonyme ont le choix entre deux modes de gestion : le système moniste avec un conseil d'administration et le système dualiste avec un directoire et un conseil de surveillance. Le conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le directoire.
Assemblées générales (A.G.)	<ul style="list-style-type: none"> • Les assemblées générales rassemblent l'ensemble des actionnaires de la société et ont les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société. Elles ont notamment le pouvoir de nommer et de révoquer les administrateurs, d'approuver les comptes annuels, etc. Elles se réunissent au moins une fois par an aux dates fixées dans les statuts. • Les assemblées générales extraordinaires ont pour objet toutes les modifications de statuts.
Contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Dans toute SA qui, à la date de clôture du bilan, dépasse les limites chiffrées de deux des trois critères indiqués ci-dessous pendant deux exercices consécutifs : <ul style="list-style-type: none"> ○ somme du bilan : 4.400.000€ ; ○ chiffre d'affaires net : 8.800.000€ ; ○ personnel : 50 salariés, la surveillance doit obligatoirement être assurée par un réviseur d'entreprises • Dans toute SA ne dépassant pas les limites chiffrées précitées : surveillance obligatoire par un ou plusieurs commissaires aux comptes, actionnaires ou non.

Annexe 2 : Le plan comptable

235 Titres ayant le caractère d'immobilisations
2351 Titres immobilisés (droit de propriété)
23511 Actions ou parts sociales
235111 Actions cotées
235112 Actions non cotées
2352 Titres immobilisés (droit de créance)
23521 Obligations
2353 Parts d'OPC
236 Prêts, dépôts et créances immobilisées
2361 Prêts
2362 Dépôts et cautionnements versés
2363 Créances immobilisées

CLASSE 2 COMPTES DE FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET D'ACTIFS IMMOBILISÉS

20 Frais d'établissement et frais assimilés
201 Frais de constitution et de premier établissement
203 Frais d'augmentation de capital et opérations diverses
204 Frais d'émission d'emprunts
21 Immobilisations incorporelles
211 Frais de développement
212 Concessions, brevets, licences, marques ainsi que droits et valeurs similaires
2121 - acquis à titre onéreux
21211 Concessions
21212 Brevets
21213 Licences informatiques
21214 Marques et franchises
213 Fonds de commerce acquis à titre onéreux
22 Immobilisations corporelles
221 Terrains, aménagements et constructions
2211 Terrains
22111 Terrains au Luxembourg
221111 Terrains bâtis
221118 Autres terrains
2213 Constructions / Bâtiments
22131 Constructions / Bâtiments au Luxembourg
221311 Constructions / Bâtiments résidentiels
221312 Constructions / Bâtiments non résidentiels
221313 Constructions / Bâtiments à usage mixte
222 Installations techniques et machines
2221 Installations techniques
2222 Machines
223 Autres installations, outillage et mobilier
2231 Equipement de transport et de manutention
2232 Véhicules de transport
2233 Outillage
2234 Mobilier
2235 Matériel informatique
2238 Autres installations
23 Immobilisations financières
231 Parts dans des entreprises liées
232 Créances sur des entreprises liées
233 Participations
234 Créances sur des entreprises avec lesquelles l'entreprise a un lien de participation

CLASSE 1 COMPTES DE CAPITAUX PROPRES, DE PROVISIONS ET DE DETTES FINANCIÈRES

10 Capital souscrit
101 Capital souscrit
102 Capital souscrit non appelé
103 Capital souscrit appelé et non versé
11 Primes d'émission et primes assimilées
111 Primes d'émission
114 Primes de conversion d'obligations en actions
13 Réserves
131 Réserve légale
133 Réserves statutaires
14 Résultats
141 Résultats reportés
1411 Résultats reportés en instance d'affectation
1412 Résultats reportés (affectés)
142 Résultat de l'exercice
18 Provisions
182 Provisions pour impôts
183 Provisions pour impôts différés
188 Autres provisions
1881 Provisions d'exploitation
1882 Provisions financières
19 Emprunts obligataires et dettes envers les établissements de crédit
193 Emprunts obligataires
1931 - dont la durée résiduelle ≤ 1 an
1932 - dont la durée résiduelle > 1 an
194 Dettes envers des établissements de crédit
1941 - dont la durée résiduelle ≤ 1 an
1942 - dont la durée résiduelle > 1 an

Légende:

Comptes surlignés: comptes de regroupement

Comptes non-surlignés: comptes d'imputation

Le plan comptable normalisé luxembourgeois en version abrégée se base sur le *Règlement grand-ducal du 12 septembre 2019 déterminant le contenu du plan comptable normalisé visé à l'article 12 du Code de commerce.*

PLAN COMPTABLE NORMALISÉ LUXEMBOURGEOIS

VERSION ABRÉGÉE
2020

COMPLÉMENT AU COURS DE
COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
DES CLASSES DE
3CD/3CG ET 2CD/2CG

CLASSE 1 : COMPTES DE CAPITAUX
PROPRES, DE PROVISIONS ET
DE DETTES FINANCIÈRES

CLASSE 2 : COMPTES DE FRAIS
D'ÉTABLISSEMENT ET D'ACTIFS
IMMOBILISÉS

CLASSE 3 : COMPTES DE STOCKS ET
D'EN-COURS

CLASSE 4 : COMPTES DE TIERS

CLASSE 5 : COMPTES FINANCIERS

CLASSE 6 : COMPTES DE CHARGES

CLASSE 7 : COMPTES DE PRODUITS

**CLASSE 3
COMPTES DE STOCKS ET D'EN-COURS**

30 Stocks de matières premières et consommables

- 301 Stocks de matières premières
- 303 Stocks de matières et fournitures consommables
- 304 Stocks d'emballages

31 Stocks de produits en cours de fabrication et commandes en cours

- 311 Stocks de produits en cours de fabrication
- 312 Commandes en cours - produits
- 313 Commandes en cours - prestations de services

32 Stocks de produits

- 321 Stocks de produits finis
- 322 Stocks de produits intermédiaires

36 Stocks de marchandises et d'autres biens destinés à la revente

- 361 Stocks de marchandises
- 362 Stocks de terrains destinés à la revente
- 3621 Stocks de terrains au Luxembourg
- 363 Stocks d'immeubles destinés à la revente
- 3631 Stocks d'immeubles au Luxembourg

37 Acomptes versés sur stocks

**CLASSE 4
COMPTES DE TIERS**

40 Créances résultant de ventes et prestations de services

- 401 Créances résultant de ventes et prestations de services dont la durée résiduelle \leq 1 an

- 4011 Clients
- 4013 Clients douteux ou litigieux
- 4014 Clients - Factures à établir
- 4015 Clients créditeurs
- 4019 Corrections de valeur

42 Autres créances

- 421 Autres créances dont la durée résiduelle \leq 1 an
- 4211 Personnel - Avances et acomptes
- 42111 Avances et acomptes

- 4214 Administration des Contributions Directes (ACD)

- 42141 Impôt sur le revenu des collectivités (IRC)
- 42142 Impôt commercial communal (ICC)
- 42143 Impôt sur la fortune (IF)
- 42144 Retenue d'impôt sur traitements et salaires (RTS)

- 42145 Retenue d'impôt sur revenus de capitaux mobiliers

- 4215 Administration des Douanes et Accises (ADA)

- 4216 Administration de l'Enregistrement, des Domaines et de la TVA (AED)
- 42161 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

- 421611 TVA en amont
- 421612 TVA à recevoir
- 421613 TVA acomptes versés

- 42162 Impôts indirects

- 421621 Droits d'enregistrement
- 421622 Taxe d'abonnement

- 4217 Créances sur la sécurité sociale et autres organismes sociaux

- 42171 Centre Commun de Sécurité Sociale (CCSS)

43 Acomptes reçus sur commandes

- 431 Acomptes reçus dont la durée résiduelle \leq 1 an
- 4311 Acomptes reçus sur commandes

44 Dettes sur achats et prestations de services représentées par des effets de commerce

- 441 Dettes sur achats et prestations de services
- 4412 - dont la durée résiduelle \leq 1 an
- 44111 Fournisseurs
- 44112 Fournisseurs - Factures non parvenues
- 44113 Fournisseurs débiteurs

46 Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale

461 Dettes fiscales

- 4611 Administrations communales
- 4612 Administration des Contributions Directes (ACD)
- 46121 Impôt sur le revenu des collectivités (IRC)

- 461211 IRC - dette estimée
- 461212 IRC - dette fiscale à payer

- 46122 Impôt commercial communal (ICC)

- 461221 ICC - dette estimée
- 461222 ICC - dette fiscale à payer

- 46123 Impôt sur la fortune (IF)

- 461231 IF - dette estimée
- 461232 IF - dette fiscale à payer

- 46124 Retenue d'impôt sur traitements et salaires (RTS)

- 46125 Retenue d'impôt sur revenus de capitaux mobiliers

- 4613 Administration des Douanes et Accises (ADA)

- 4614 Administration de l'Enregistrement, des Domaines et de la TVA (AED)

- 46141 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

- 461411 TVA en aval
- 461412 TVA à payer

- 461413 TVA acomptes reçus

- 46142 Impôts indirects

- 461421 Droits d'enregistrement
- 461422 Taxe d'abonnement

462 Dettes au titre de la sécurité sociale et autres organismes

- 4621 Centre Commun de Sécurité Sociale (CCSS)

47 Autres dettes

- 471 Autres dettes dont la durée résiduelle \leq 1 an

- 4711 Dépôts et cautionnements reçus
- 4712 Dettes envers associés et actionnaires
- 4714 Dettes envers le personnel

- 4716 Emprunts et dettes assimilées

- 47161 Autres emprunts
- 47162 Dettes de leasing

- 4728 Autres dettes diverses

48 Comptes de régularisation

- 481 Charges à reporter (sur un ou plusieurs exercices)
- 482 Produits à reporter (sur un ou plusieurs exercices)
- 484 Comptes transitoires ou d'attente - Actif
- 485 Comptes transitoires ou d'attente - Passif

**CLASSE 5
COMPTES FINANCIERS**

50 Valeurs mobilières

- 501 Parts dans des entreprises liées
- 503 Parts dans des entreprises avec lesquelles l'entreprise a un lien de participation

508 Autres valeurs mobilières

- 5081 Actions - titres cotés
- 5084 Obligations - titres cotés
- 5088 Autres valeurs mobilières diverses

51 Avoirs en banque, en compte de chèques postaux, chèques et encaisses

- 513 Banques et comptes de chèques postaux (CCP)

- 5131 Banques et CCP: avoirs
- 5132 Banques et CCP: découverts
- 516 Caisse

517 Virements internes

- 5171 Virements internes: solde débiteur
- 5172 Virements internes: solde créditeur
- 518 Autres avoirs

CLASSE 6
COMPTES DE CHARGES

60 Consommation de marchandises, de matières premières et consommables

- 601 Achats de matières premières
- 603 Achats de matières et fournitures consommables
- 6031 Combustibles, gaz, eau et électricité (incorporés aux ouvrages et produits)
 - 60311 Combustibles solides
 - 60312 Combustibles liquides
 - 60313 Gaz
 - 60314 Eau et eaux usées
 - 60315 Électricité
- 6032 Produits d'entretien
- 6033 Fournitures et petit équipement
- 6034 Vêtements professionnels
- 6035 Fournitures administratives et de bureau
- 6036 Carburants
- 6037 Lubrifiants
- 6038 Autres fournitures consommables
- 604 Achats d'emballages
- 606 Achats de marchandises et d'autres biens destinés à la revente
 - 6061 Achats de marchandises
 - 6062 Achats de terrains destinés à la revente
 - 6063 Achats d'immeubles destinés à la revente
- 607 Variation de stocks (VDS)
 - 6071 VDS de matières premières
 - 6073 VDS de matières et fournitures consommables
 - 6074 VDS d'emballages
- 6076 VDS de marchandises et d'autres biens destinés à la revente
 - 60761 Marchandises
 - 60762 Terrains destinés à la revente
 - 60763 Immeubles destinés à la revente
- 608 Achats incorporés aux ouvrages et produits
- 6081 Prestations de services incorporées aux ouvrages et produits
 - 60811 Travail à façon
 - 60812 Recherche et développement
 - 60813 Frais d'architectes et d'ingénieurs
 - 60814 Sous-traitance incorporée aux ouvrages et produits
- 6082 Autres achats de matériel incorporés aux ouvrages et produits
- 609 Rabais, remises, ristournes (RRR) obtenus et non directement déduits des achats
- 6091 RRR sur achats de matières premières
- 6093 RRR sur achats de matières et fournitures consommables
- 6094 RRR sur achats d'emballages
- 6096 RRR sur achats de marchandises et autres biens destinés à la revente

6098 RRR sur achats incorporés aux ouvrages et produits

61 Autres charges externes

- 611 Loyers et charges locatives
 - 6111 Locations et leasing opérationnel immobiliers
 - 61111 Terrains
 - 61112 Constructions / Bâtiments
 - 6112 Locations et leasing opérationnel mobiliers
 - 61123 Matériel roulant
 - 61128 Autres
 - 6113 Charges locatives et de copropriété
 - 6114 Leasing financier immobilier
 - 6115 Leasing financier mobilier
 - 61151 Matériel roulant
 - 61158 Autres
- 612 Sous-traitance, entretiens, réparations et maintenance
 - 6122 Entretien, réparations et maintenance
 - 61221 Constructions / Bâtiments
 - 61223 Matériel roulant
 - 61228 Autres
- 613 Rémunérations d'intermédiaires et honoraires
 - 6131 Commissions et courtages
 - 6132 Services informatiques
 - 6133 Services bancaires et assimilés
 - 61332 Frais sur émission d'emprunts
 - 61333 Frais de comptes et commissions bancaires
 - 6134 Honoraires
 - 61341 Honoraires juridiques, de contentieux et assimilés
 - 61342 Honoraires comptables, fiscaux, d'audit et assimilés
 - 6138 Autres rémunérations d'intermédiaires et honoraires
- 614 Primes d'assurance
 - 6141 Assurances sur biens de l'actif
 - 61411 Constructions / Bâtiments
 - 61412 Matériel roulant
 - 6148 Autres assurances
- 615 Frais de marketing et de communication
 - 6151 Frais de marketing et de publicité
 - 61511 Annonces et insertions
 - 61513 Foires et expositions
 - 61514 Cadeaux à la clientèle
 - 61515 Catalogues et imprimés et publications
 - 61517 Sponsoring
 - 61518 Autres achats de services publicitaires
 - 6152 Frais de déplacements et de représentation
 - 61521 Voyages et déplacements
 - 615211 Direction
 - 615212 Personnel
 - 61522 Frais de déménagement de l'entreprise
 - 61524 Réceptions et frais de représentation
 - 6153 Frais postaux et frais de télécommunication
 - 61531 Frais postaux
 - 61532 Frais de télécommunication

616 Transports de biens et transports collectifs du personnel

- 6161 Transports sur achats
- 6162 Transports sur ventes
- 6165 Transports collectifs du personnel
- 6168 Autres transports
- 617 Personnel extérieur à l'entreprise
 - 6171 Personnel intérimaire
- 618 Charges externes diverses
 - 6181 Documentation
 - 6182 Frais de formation, colloques, séminaires, conférences
 - 6183 Élimination des déchets industriels et non industriels
 - 6184 Combustibles, gaz, eau et électricité (non incorporés aux ouvrages et produits)
 - 61841 Combustibles solides
 - 61842 Combustibles liquides
 - 61843 Gaz
 - 61844 Eau et eaux usées
 - 61845 Électricité
 - 6185 Fournitures et petit équipement (non incorporé aux ouvrages et produits)
 - 61851 Fournitures administratives et de bureau
 - 61852 Petit équipement
 - 61853 Vêtements professionnels
 - 61854 Produits d'entretien
 - 61858 Autres
 - 6186 Frais de surveillance et de gardiennage
 - 6187 Cotisations aux associations professionnelles
 - 6188 Autres charges externes diverses
- 62 Frais de personnel
 - 621 Rémunérations des salariés
 - 6211 Salaires bruts
 - 62111 Salaires de base
 - 62112 Suppléments pour travail
 - 621121 Dimanche
 - 621122 Jours fériés légaux
 - 621123 Heures supplémentaires
 - 62114 Gratifications, primes et commissions
 - 62115 Avantages en nature
 - 6218 Autres avantages
 - 622 Autre personnel
 - 6221 Etudiants
 - 6228 Autres
 - 623 Charges sociales (part patronale)
 - 6231 Charges sociales couvrant les pensions
 - 6232 Autres charges sociales (y inclus maladie, accident, etc.)
- 63 Dotations aux corrections de valeur (DCV) sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles et sur actifs circulants (hors valeurs mobilières)
 - 631 DCV sur frais d'établissement et frais assimilés
 - 6311 DCV sur frais de constitution et de premier établissement
 - 6313 DCV sur frais d'augmentation de capital
 - 6314 DCV sur frais d'émission d'emprunts

632 DCV sur immobilisations incorporelles

- 6321 DCV sur frais de développement
- 6322 DCV sur concessions, brevets, licences, marques ainsi que droits et valeurs similaires
- 633 DCV sur immobilisations corporelles
 - 6331 DCV sur terrains, aménagements et constructions
 - 63311 DCV sur terrains
 - 63313 DCV sur constructions / bâtiments
 - 6332 DCV sur installations techniques et machines
 - 6333 DCV sur autres installations, outillage et mobilier (y compris matériel roulant)
- 634 DCV sur stocks
 - 6341 DCV sur stocks de matières premières et consommables
 - 6342 DCV sur stocks de produits en cours de fabrication et commandes en cours
 - 6343 DCV sur stocks de produits
 - 6344 DCV sur stocks de marchandises et d'autres biens destinés à la vente
- 635 DCV sur créances de l'actif circulant
 - 6351 DCV sur créances résultant de ventes et prestations de services
 - 6353 DCV sur autres créances
- 64 Autres charges d'exploitation
 - 641 Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, droits et valeurs similaires
 - 6411 Concessions
 - 6412 Brevets
 - 6413 Licences informatiques
 - 6414 Marques et franchises
 - 642 Indemnités, dommages et intérêts
 - 644 Moins-values de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles
 - 6441 Moins-values de cession d'immobilisations incorporelles
 - 64411 Valeur comptable d'immobilisations incorporelles cédées
 - 64412 Produits de cession d'immobilisations incorporelles
 - 6442 Moins-values de cession d'immobilisation corporelles
 - 64421 Valeur comptable d'immobilisations corporelles cédées
 - 64422 Produits de cession d'immobilisations corporelles
 - 645 Pertes sur créances irrécouvrables
 - 6451 Créances résultant de ventes et de prestations de services
 - 646 Impôts, taxes et versements assimilés
 - 6461 Impôt foncier
 - 6462 TVA non récupérable
 - 6465 Droits d'enregistrement et de timbre, droits d'hypothèques
 - 64651 Droits d'enregistrement
 - 6466 Taxe sur les véhicules
 - 6467 Taxe de cabaretage
 - 6468 Autres droits et taxes

648 Autres charges d'exploitation diverses
6481 Amendes, sanctions et pénalités
6488 Charges d'exploitation diverses
649 Dotations aux provisions
6491 Dotations aux provisions pour impôts
6492 Dotations aux provisions d'exploitation
65 Charges financières
651 Dotations aux corrections de valeur (DCV) sur immobilisations financières
6511 DCV sur immobilisations financières
65111 DCV sur parts dans des entreprises liées
65112 DCV sur créances sur des entreprises liées
65113 DCV sur participations
65114 DCV sur créances sur des entreprises avec lesquelles l'entreprise a un lien de participation
65116 DCV sur titres ayant le caractère d'immobilisations
652 Charges et moins-values de cession d'immobilisations financières
6522 Moins-values de cession d'immobilisations financières
65221 Parts dans des entreprises liées
652211 Valeur comptable de parts cédées dans des entreprises liées
652212 Produits de cession de parts dans des entreprises liées
65223 Participations
652231 Valeur comptable de participations cédées
652232 Produits de cession de participations
65225 Titres ayant le caractère d'immobilisations
652251 Valeur comptable de titres cédés ayant le caractère d'immobilisations
652252 Produits de cession de titres ayant le caractère d'immobilisations
653 Dotations aux corrections de valeur (DCV) sur valeurs mobilières
6531 DCV sur valeurs mobilières
65318 DCV sur autres valeurs mobilières
654 Moins-values de cession de créances de l'actif circulant et de valeurs mobilières
6542 Moins-values de cession de valeurs mobilières
65428 Autres valeurs mobilières
655 Intérêts et escomptes
6551 Intérêts sur emprunts obligataires
65512 Intérêts sur emprunts obligataires - autres
6552 Intérêts bancaires et assimilés
65521 Intérêts sur comptes bancaires
65522 Intérêts bancaires sur opérations de financement
65523 Intérêts sur leasings financiers
655232 Intérêts sur leasings financiers - autres
6553 Intérêts sur dettes commerciales
6556 Escomptes accordés
65562 Escomptes accordés - autres

6558 Intérêts sur autres emprunts et dettes
65582 Intérêts sur autres emprunts et dettes - autres
656 Pertes de change
6562 Pertes de change - autres
658 Autres charges financières
6582 Autres charges financières - autres
67 Impôts sur le résultat
671 Impôt sur le revenu des collectivités (IRC)
6711 IRC - exercice courant
6712 IRC - exercices antérieurs
672 Impôt commercial communal (ICC)
6721 ICC - exercice courant
6722 ICC - exercices antérieurs
68 Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus
681 Impôt sur la fortune (IF)
6811 IF - exercice courant
6812 IF - exercices antérieurs
682 Taxe d'abonnement

CLASSE 7 COMPTES DE PRODUITS

70 Montant net du chiffre d'affaires
702 Ventes de produits
7021 Ventes de produits finis
7022 Ventes de produits intermédiaires
7023 Ventes de produits en cours de fabrication
703 Prestations de services
7031 Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, droits et valeurs similaires
70311 Concessions
70312 Brevets
70313 Licences informatiques
70314 Marques et franchises
7032 Revenus de location
70321 Revenus de location immobilière
70322 Revenus de location mobilière
7033 Prestations de services non visées ci-dessus
704 Ventes d'emballages
705 Commissions et courtages obtenus
706 Ventes de marchandises et d'autres biens destinés à la revente
7061 Ventes de marchandise
7062 Ventes de terrains destinés à la revente
7063 Ventes d'immeubles destinés à la revente
708 Autres éléments du chiffre d'affaires
709 Rabais, remises, ristournes (RRR) accordés et non directement déduits des ventes
7092 RRR sur ventes de produits
7093 RRR sur prestations de services
7095 RRR sur commissions et courtages
7096 RRR sur ventes de marchandises et d'autres biens destinés à la revente
7098 RRR sur autres éléments du chiffre d'affaires
71 Variation des stocks (VDS) de produits et d'en-cours de fabrication
711 VDS de produits en cours de fabrication
7111 VDS de produits en cours de fabrication
7112 VDS: commandes en cours - produits
712 VDS de produits
7121 VDS de produits finis
7122 VDS de produits intermédiaires
73 Reprises de corrections de valeur (RCV) sur immobilisations incorporelles et corporelles et sur actifs circulants (hors valeurs mobilières)
732 RCV sur immobilisations incorporelles
7321 RCV sur frais de développement
7322 RCV sur concessions, brevets, licences, marques ainsi que droits et valeurs similaires
733 RCV sur immobilisations corporelles

7331 RCV sur terrains, aménagements et constructions
73311 RCV sur terrains
73313 RCV sur constructions / bâtiments
7332 RCV sur installations techniques et machines
7333 RCV sur autres installations, outillage et mobilier (y compris matériel roulant)
734 RCV sur stocks
7341 RCV sur stocks de matières premières et consommables
7342 RCV sur stocks de produits en cours de fabrication et commandes en cours
7343 RCV sur stocks de produits
7344 RCV sur stocks de marchandises et autres biens destinés à la revente
735 RCV sur créances de l'actif circulant
7351 RCV sur créances résultant de ventes et prestations de services
7353 RCV sur autres créances
74 Autres produits d'exploitation
741 Redevances, perçues à titre accessoire, pour concessions, brevets, licences, marques, droits et valeurs similaires
7411 Concessions
7412 Brevets
7413 Licences informatiques
7414 Marques et franchises
742 Revenus de location à titre accessoire
7421 Revenus de location immobilière
7422 Revenus de location mobilière
74 Plus-values de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles
7441 Plus-values de cession d'immobilisations incorporelles
74411 Valeur comptable d'immobilisations incorporelles cédées
74412 Produits de cession d'immobilisations incorporelles
7442 Plus-values de cession d'immobilisations corporelles
74421 Valeur comptable d'immobilisations corporelles cédées
74422 Produits de cession d'immobilisations corporelles
745 Subventions d'exploitation
7451 Subventions sur produits
7452 Bonifications d'intérêts
7453 Indemnités compensatoires
7454 Subventions destinées à promouvoir l'emploi
7458 Autres subventions
748 Autres produits d'exploitation divers
7481 Indemnités d'assurance
7488 Produits d'exploitation divers
749 Reprises de provisions
7491 Reprises de provisions pour impôts
7492 Reprises de provisions d'exploitation

75 Produits financiers
751 Reprises de corrections de valeur (RCV) sur immobilisations financières
7511 RCV sur immobilisations financières
75111 RCV sur parts dans des entreprises liées
75113 RCV sur participations
75115 RCV sur titres ayant le caractère d'immobilisations
752 Revenus et plus-values de cession d'immobilisations financières
7521 Revenus des immobilisations financières
75211 Parts dans des entreprises liées
75212 Participations
75215 Titres ayant le caractère d'immobilisations
75216 Prêts, dépôts et créances immobilisés
7522 Plus-values de cession d'immobilisations financières
75221 Parts dans des entreprises liées
752211 Valeur comptable de parts cédées dans des entreprises liées
752212 Produits de cession de parts dans des entreprises liées
75223 Participations
752231 Valeur comptable de participations
752232 Produits de cession de participations
75225 Titres ayant le caractère d'immobilisations
752251 Valeur comptable de titres cédés ayant le caractère d'immobilisations
752252 Produits de cession de titres ayant le caractère d'immobilisations
753 Reprises de corrections de valeur (RCV) sur valeurs mobilières
7531 RCV sur valeurs mobilières
75311 RCV sur parts dans des entreprises liées
75318 RCV sur autres valeurs mobilières
754 Plus-values de cession de créances de l'actif et de valeurs mobilières
7542 Plus-values de cession de valeurs mobilières
75421 Parts dans des entreprises liées
75428 Autres valeurs mobilières
755 Autres intérêts de l'actif circulant et escomptes
7552 Intérêts bancaires et assimilés
75521 Intérêts sur comptes bancaires
7556 Escomptes obtenus
75562 Escomptes obtenus - autres
756 Gains de change
7562 Gains de change - autres
758 Autres produits financiers
7582 Autres produits financiers - autres
77 Régularisations d'impôts sur le résultat
771 Régularisations d'impôts sur le revenu des collectivités (IRC)
772 Régularisations d'impôts commercial communal (ICC)
78 Régularisations d'autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus
781 Régularisations d'impôt sur la fortune (IF)